
ACTUALITÉ—SOCIÉTÉ

: LEFIGARO.FR

Henry Roussio : «Nous allons continuer à nous battre pour le projet de Musée-Mémorial du Terrorisme»

ENTRETIEN- L'historien est, depuis 2019, le président de la mission de préfiguration du Musée-Mémorial du terrorisme (MMT), un projet aujourd'hui menacé d'abandon.

Spécialiste réputé de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, en particulier du régime de Vichy, Henry Roussio a été l'un des premiers à travailler sur l'histoire de la mémoire collective. Il défend aujourd'hui le projet de musée-mémorial du terrorisme qu'il préside et que le gouvernement envisage d'abandonner, faute de budget.

LE FIGARO.- Encore sur les rails au printemps dernier, le projet de Musée-Mémorial du terrorisme va-t-il être abandonné ?

HENRY ROUSSIO.- Deux jours avant d'être censuré, le gouvernement a décidé l'arrêt du projet de musée pour des « raisons budgétaires », sans nous consulter, sans même s'informer du contenu et du travail accomplis depuis cinq ans. Il a proposé le maintien de la mission de préfiguration pour faire un « musée hors les murs ». Quant au mémorial national des victimes du terrorisme, il n'a pas la moindre idée de ce qu'il faut faire. Il a même proposé qu'il soit érigé à l'emplacement du futur Jardin de la mémoire en hommage aux victimes du 13 novembre, proposition absurde, qui confond la singularité d'un événement et un lieu de mémoire national couvrant un demi-siècle d'attentats.

Cela montre la plus complète ignorance des enjeux et surtout le caractère arbitraire de cette décision. L'argument budgétaire cache en fait une décision politique. Le non-démarrage du chantier date en effet de la mi-mai, avant les élections européennes et la crise qui a suivi. De surcroît, la part principale du budget du projet est destinée à restaurer le monument historique dans lequel il est prévu d'installer le MMT, une dépense qui de toute manière incombe à l'État dans un avenir proche sous peine de dégradations.

Pour vous, le projet initial serait dénaturé...

Cette décision ne correspond en effet en rien au projet lancé par le président de la République en 2018 et qu'il était supposé porter. L'idée d'un musée-mémorial répondait au souhait profond des associations de victimes. Je pense notamment à Françoise Rudetzki, récemment disparue, qui a soutenu l'idée avec pugnacité. Le cahier des charges prévoit un *musée-mémorial* – et non un mémorial seul –, les deux éléments associés formant le cœur du projet. Il a fallu trouver un lieu, monter une structure, constituer des collections et élaborer une scénographie pour une ouverture en 2027. Cela a été fait ou est en cours, même s'il y a du retard dû aux tergiversations gouvernementales – à l'exception du ministère de la Justice qui nous a constamment soutenus.

Le MMT doit s'installer sur le site de l'ancienne école de plein air de Suresnes, un fleuron de l'architecture française, construit en 1935 par Eugène Beaudouin et Marcel Lods. Un remarquable avant-projet définitif de restauration, conduit par l'architecte en chef des monuments historiques, Pierre-Antoine Gatier, et ses équipes a été validé. Le programme muséographique détaillé est quasiment terminé. Le MMT est parvenu à constituer des collections de près de 2 000 pièces : scellés judiciaires, dons de victimes, dons d'institutions ou encore œuvres d'art. Le flux des acquisitions est désormais continu. Nous avons également monté depuis trois ans un partenariat avec plusieurs rectorats pour travailler avec le monde scolaire et un réseau international avec d'autres musées comparables dans le monde. Enfin, nous avons depuis plusieurs mois une politique de recherche de mécénat en passe de porter ses fruits. On stopperait donc un projet d'ampleur, qui a surmonté déjà quantité d'obstacles, en pleine montée en puissance.

Qu'en est-il de la volonté présidentielle ?

Pour rappel, l'engagement de mener le projet à terme a été réitéré tous les ans par Emmanuel Macron lors des Journées nationales en hommage aux victimes du terrorisme, les 11 mars 2020, 2021, 2022 (au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE) et 2023, et par le Premier ministre Gabriel Attal, le 11 mars 2024. À ce jour, nous n'avons pourtant pas d'informations sur la position du président qui n'a pas répondu à nos nombreuses sollicitations concernant l'avenir de ce projet qu'il a lui-même initié.

En réalité, cet abandon relève d'un choix politique : le refus d'accorder à la mémoire du terrorisme le même statut qu'à d'autres tragédies historiques et l'hostilité à l'égard d'un musée d'histoire et de société qui traite d'un problème majeur de notre époque.

Il y a là un mépris pour tous ceux qui travaillent depuis des années sur ce chantier. Il y a là un manque de respect pour les victimes du terrorisme et leurs proches qui, eux non plus, n'ont pas été consultés. Alors que leurs dons reposent sur une démarche digne et courageuse, que leur parole et leur engagement dans l'œuvre de mémoire leur ont permis de contribuer à ce projet dans un rapport de confiance qui lui a donné toute sa solidité. Alors que se tient le procès des complices de l'assassin de Samuel Paty, que nous sommes à quelques jours de l'anniversaire des dix ans des attentats de 2015 et que le terrorisme reste d'une brûlante actualité.

Pourquoi avoir voulu associer un musée à un mémorial des victimes ?

C'était le souhait des associations qui attendent beaucoup plus d'un musée que d'un mémorial, beaucoup plus de l'histoire que de la mémoire - un fait qui mérite d'être souligné. Certes, le projet comprend un mémorial national pour les victimes décédées en France depuis l'attentat du Drugstore Publicis en septembre 1974 et pour les victimes françaises à l'étranger depuis la prise d'otages de Loyada, en Somalie, en février 1976. Il a d'ailleurs été conçu directement avec les associations. Cet acte de reconnaissance est indispensable. Mais cela ne suffit pas. Cela ne permet pas de comprendre le phénomène terroriste qui marque notre temps et pèse sur la vie de tous. Or le grand public connaît mal ce phénomène.

Le MMT est ainsi le premier musée au monde qui ne s'intéresse pas à un seul attentat ou à une situation uniquement nationale, même si la situation française est privilégiée. Nous revenons sur deux siècles d'histoire, avec un focus sur le dernier demi-siècle, depuis le début des années 70, avec l'apparition d'une nouvelle forme de terrorisme mondialisé. Nous expliquons que le terrorisme est avant tout un mode opératoire quelles que soient les idéologies à l'œuvre. Il a pour but de tuer, blesser, détruire mais surtout de déstabiliser, humilier, peser sur une nation, un gouvernement ou toute autre collectivité.

La création de ce musée est d'autant plus nécessaire que la France a connu toutes les formes de terrorisme : d'extrême droite, d'extrême gauche, régionaliste, d'État. Et bien sûr le terrorisme islamiste qui la frappe depuis trente ans, particulièrement depuis 2012. Comme il n'est pas possible de ne parler du terrorisme que dans un seul pays car c'est un phénomène par définition transnational, le projet a une échelle à la fois nationale et mondiale.

Un réseau international s'est mis en place autour de ce projet. Qu'en pensent vos homologues étrangers et qu'apportera ce futur Musée-Mémorial ?

Nous sommes cofondateurs d'un réseau international comprenant les cinq autres grands musées dans le monde consacrés au terrorisme. Chacun correspond soit à un attentat -le 19 avril 1995 à Oklahoma City, le 11 septembre 2001 à New York, le 22 juillet 2011 en Norvège- soit à une situation nationale -l'ETA à Vitoria-Gasteiz au Pays basque espagnol, le Sentier lumineux à Lima au Pérou. Pour notre part, et pour la première fois, nous traitons l'ensemble du spectre terroriste. Au sein de ce réseau, nous échangeons nos expériences, comme en mai dernier avec l'organisation de la première conférence internationale organisée en France sur le terrorisme au musée. Avant même l'inauguration du site, en 2027-2028, nous avons déployé une activité de recherche, de transmission et d'expertise.

Nous avons par exemple participé ces derniers mois à plusieurs opérations avec le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations unies. Le MMT est d'ores et déjà un lieu d'expertise reconnu qui permet à la France de faire entendre sa voix sur les politiques mémorielles. Sur le plan national, un musée permet de travailler avec des collèges, des lycées, des universités ce que nous avons déjà commencé à faire en développant une coopération avec une demi-douzaine d'académies. Les jeunes générations sont très en alerte sur ce thème et en recherche d'informations. Nous prévoyons également des expositions temporaires sur le terrorisme anarchiste, la guerre d'Algérie, l'art contemporain face au terrorisme, etc. Un espace d'actualité permettra de réagir rapidement à un événement en lui donnant une profondeur historique. L'idée générale est donc de créer un lieu de vie, de réflexion, de sensibilisation et de transmission.

Pour certains, ce projet est un investissement trop important dans une période d'incertitude budgétaire et politique.

Le coût des travaux est de 95 millions d'euros étalés sur huit ans et répartis sur quatre ministères : Culture, Justice, Intérieur, Armées, qui assurent également le budget de fonctionnement de la mission

avec trois autres ministères (Éducation, Enseignement Supérieur et Affaires étrangères), ainsi qu'avec le CNRS, l'INA et la Fondation d'aide aux victimes du terrorisme. En comparaison, le coût de la récente Cité internationale de la langue française à Villers-Cotterêts a été deux à trois fois plus élevé.

Le choix fait par le président de la République du site de Suresnes a une forte dimension symbolique. Sous l'impulsion d'Henri Sellier, ministre du Front populaire et maire socialiste de Suresnes destitué par Vichy, connu pour son investissement dans l'amélioration des conditions de vie des classes populaires, l'école de plein air accueillait des enfants à la santé fragile pour éviter qu'ils tombent malades et soient exclus du système scolaire. Le bâtiment lui-même, connu dans le monde entier, fait partie des tous premiers choisis par André Malraux pour étendre la liste des monuments historiques à des réalisations du XXe siècle, au même titre qu'une cathédrale ou un château. Le projet du MMT offre ainsi une occasion unique de le restaurer, tâche qui de toute manière devra être entreprise quelle que soit la décision. Il crée surtout un lien entre le passé et le présent, sur le thème de l'attention que l'État doit porter aux plus fragilisés.

D'autres critiques alertent sur une possible confusion entre les terroristes d'aujourd'hui et les résistants de 1940-1945 qui étaient également taxés de « terroristes » par les nazis et Vichy...

C'est franchement peu convaincant... Le site choisi, c'est fortuit, se trouve non loin du Mémorial de la France Combattante. Or il n'y a aucune confusion possible entre les deux lieux de mémoire qui peuvent être parfaitement complémentaires. Pour notre part, nous n'adhérons ni à une vision catégorielle de la mémoire nationale, ni à une mise en concurrence entre victimes. Le phénomène terroriste dans son ensemble mérite un traitement mémoriel et historique équivalent à celui accordé aux guerres mondiales ou aux génocides. Cette dimension universaliste est l'essence même du projet.

J'ajoute que la Deuxième guerre mondiale fait partie de notre propos. D'abord parce que c'est le régime de Vichy qui a utilisé pour la première fois la qualification de « terroriste » dans un texte de loi français. Ensuite parce que, malgré les accusations que lui et les nazis ont proférées contre les résistants, ces derniers ne se sont jamais attaqués à des civils autres que des collaborateurs. La Résistance a utilisé la lutte armée clandestine contre une armée d'occupation qui pratiquait l'oppression avec une intensité inédite dans l'histoire de l'humanité. La proximité des mémoriaux de la Résistance est donc au contraire une opportunité pédagogique pour expliquer la différence de nature entre la résistance (qui est une stratégie) et le terrorisme (qui est un mode opératoire – et un crime).

Si l'on crée un musée, ce qui a certes un coût, c'est bien pour informer et éduquer. C'est bien à cela que servent les innombrables musées en France sur la Résistance et l'Occupation, non ? À cet égard, qui peut imaginer que ces musées « glorifient » les nazis ? C'est un soupçon dont nous sommes parfois la cible, comme si expliquer le terrorisme, c'était le valoriser. Cela n'a aucun sens. Au contraire, nous démystifions et nous démythifions, une opération indispen-

sable dans le contexte d'aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous allons continuer à nous battre pour ce projet. L'historien Henry Rouso, directeur de recherche au CNRS, ici à l'occasion d'un entretien avec Le Figaro.

par 133 Chichizola Jean jchichizola@lefigaro.fr Jean Chichizola

